

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 23 août 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2023

Partie nominative

ArcelorMittal France – Cokerie

17, avenue des Tilleuls
57190 Florange

Affaire suivie par : HEINTZ Jeremie
Téléphone : 03 88 13 06 25
Courriel : jeremie.heintz@developpement-durable.gouv.fr
Références : 0006201894

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 24/04/2023 de l'établissement ArcelorMittal France - Cokerie implanté Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57290 Serémange-Erzange. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- HEINTZ Jeremie, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement
- ACHOULINE Saskia, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- Joelle LARBRE manager support environnement AMF-Florange
- Jean Phillipe BRAULT responsable environnement demolition europe AM Europe
- Alexandre OCKLER chef de projet environnement AMF
- David ZIMMER chef de projet démolition AMF

Rédacteur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Jeremie HEINTZ	Le Chef du Pôle Risques Industriels Chroniques Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT Par délégation

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 24/04/2023 de l'établissement ArcelorMittal France - Cokerie implanté Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57290 Serémange-Erzange, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 23 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ArcelorMittal France - Cokerie

17, avenue des Tilleuls
57190 Florange

Références : 0006201894 JH/AR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2023 dans l'établissement ArcelorMittal France - Cokerie implanté Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57290 Serémange-Erzange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ArcelorMittal France - Cokerie
- Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57290 Serémange-Erzange
- Code AIOT : 0006201894
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Ex IED - MTD

Construite en 1954 par la société SOLLAC, la cokerie a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°1100-11-303/EC du 21 octobre 1952. Elle a été mise en service en 2 temps :

- 1954 pour le groupe 1 qui comprenait 3 batteries de fours à coke ;
- 1956 pour le groupe 2 qui comprenait également 3 batteries de fours.

L'arrêté n°75-AG/3-1577 du 27 décembre 1975 a autorisé la construction d'une nouvelle batterie de 64 fours avec chargement gravitaire. L'exploitation de la cokerie rénovée a été autorisée par l'arrêté n°80-AG/3-1114 du 19 août 1980 pour une capacité de 600 000 tonnes par an.

L'arrêté n°98-AG/2-139 du 15 juillet 1998 fixe les prescriptions générales pour les unités sidérurgiques de Sollac Florange des vallées de la Fensch et de l'Orne.

L'arrêté n°2001-AG/2-111 du 15 mars 2001 modifié par les arrêtés 2001-AG/2-342 du 8 octobre 2001 et 2008-DEDD/IC-131 du 9 juin 2008 abroge l'arrêté du 15 juillet 1998 et met à jour la situation administrative de la cokerie.

L'arrêté n°2016-DLP-BUPE-123 du 20 mai 2016 porte sur la mise à jour de la situation administrative de la cokerie.

La cokerie couvre une superficie de 24,3 hectares au cœur des usines à chaud d'ArcelorMittal France, regroupant également :

- les Hauts-Fourneaux d'Hayange;
- l'Acierie de Serémange-Erzange ;
- le Laminoir à Chaud de Serémange-Erzange ;
- le crassier de Marspich

Les installations de la cokerie sont réparties en 3 secteurs :

- le secteur « charbon-coke » : secteur pour le déchargement et la préparation des charbons ainsi que pour le criblage du coke ;
- le secteur « fours » : 64 fours constituent la batterie de fours à coke qui était initialement chauffée au gaz de hauts-fourneaux enrichis au gaz d'aciérie ou de cokerie et qui a été chauffée au gaz de cokerie depuis la mise sous cocon des installations de la phase liquide du site de Florange ;
- le secteur « traitement du gaz » : dans ce secteur le gaz est traité (refroidissement, extraction de l'ammoniac, du soufre, du goudron, du benzol) avant d'être utilisé dans les fours à coke de la cokerie, les fours à brames du laminoir à chaud et ponctuellement sur certaines installations du Finishing.

La mise à l'arrêt temporaire a été notifiée le 7 avril 2020. La cokerie de Sérémange-Erzange a cessé son activité le 6 mai 2020. La mise à l'arrêt définitif a été décidée le 10 juillet 2020. La cessation a été notifiée le 28 juillet 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.

Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1	/	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs constats ont été faits :

- l'évacuation des boues issues de la démolition de l'ancien gazomètre est nécessaire ;
- le stockage de charbon est imprégné de produits et peut créer une pollution par lessivage. Il reste également un peu de produits accessible à évacuer ;
- certaines installations « dégazées » présentent des égouttures importantes de produits, imprégnées dans les installations (bitume sur surface métallique par exemple) ;
- beaucoup de bétons sont imprégnés de produits ;
- le nouveau gazomètre comprenant des boues est toujours en place.

Pour compléter la mise en sécurité et éviter la remobilisation de produits et la création de nouvelles pollutions, des actions doivent être menées. Certaines nécessitent la démolition des installations. L'interdiction d'accès est en place ainsi qu'une surveillance. La mise en sécurité est en cours. L'exploitant a proposé un usage futur de type industriel par courrier du 27 février 2023 à la communauté d'agglomération du Val de Fensch et aux mairies de Sérémange-Erzange et de Florange. Il n'a pas reçu de réponse et plus de 3 mois se sont écoulés.

L'exploitant est propriétaire du site. A l'issue des consultations, l'usage futur est industriel.

2-4) Fiches de constats
N° 1 : Cessation d'activité
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, notification et mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p> <p>Constats : La cessation a été notifiée le 28 juillet 2020. Depuis, des opérations de sécurisation des installations ont été réalisées. Celles-ci avaient pour objectif de supprimer l'ensemble des risques et impacts liés aux produits, déchets, présents sur le site ou dans les équipements. Les installations, sur l'ensemble de la zone cokerie, ont été « dégazées », c'est-à-dire nettoyées et mises à l'air. L'ensemble du réseau de gaz de cokerie est sous azote. Des projets ont également été menés de manière à assurer la continuité des activités sur le périmètre des usines à chaud (Train à Chaud, Portier, crassier, etc.), notamment pour la reconfiguration des réseaux (électriques HT/BT, téléphonie, fibres, etc.).</p> <p>Pour le secteur « charbon-coke », les matières premières présentes sur le site ont été récupérées et envoyées à Dunkerque pour utilisation par les installations du site. Il a ainsi été procédé aux opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évacuation du parc à coke (environ 40 000 T) ; • évacuation du tout-venant ; • récupération et valorisation de la semelle du parc à charbon (environ 10 000 T) ; • évacuation de la pâte à coke (4000T) ; • bandes transporteuses coke et charbon retirées (suppression du risque incendie) ; • vidange et nettoyage des silos 1 à 11 et silos de déchargement (Nord et Sud) ; • nettoyage et sécurisation des tours à charbon 1 à 3 (environ 650 T). <p>Pour le secteur « fours », les opérations suivantes ont notamment été réalisées:</p> <ul style="list-style-type: none"> • consignation des machines avec mise en place de butoirs ; • vidange des circuits hydrauliques ; • application de procédures spécifiques permettant d'assurer la pérennité physique de la batterie : <ul style="list-style-type: none"> ◦ inversion manuelle des températures pour maintien des réfractaires ; ◦ suivi de la déformation batterie et cheminée pendant 3 mois pour vérifier l'absence de risque d'effondrement ; ◦ mise en place d'une zone sécurisée pour empêcher tout accès en haut de batterie ;

- mise en place d'un filet sur le haut de la cheminée pour limiter tout risque de chute de plaques ;
- nettoyage brais aux portes ;
- nettoyage du bassin de la tour d'extinction et évacuation du poussier de coke restant ;
- dégazage des réseaux gaz ;
- consignation électrique ;
- condamnation des accès.

Pour le secteur « traitement du gaz », les réservoirs de goudron ont été nettoyés, puis dégazés et mis à l'air en prévision de leur découpage. Les installations de dégoudronnage ont été traitées.

Plusieurs actions ont été menées sur l'ancien gazomètre :

- nettoyage du dôme et des parois internes à l'eau Haute Pression ;
- vidange des 18 000 m³ d'eau par traitement sur filtres à charbon actif et traitement sur la station biologique ;
- découpe pour création d'une porte d'accès permettant la fin du nettoyage et l'évacuation des boues ;
- rinçage final et mise en place d'une porte provisoire ;
- découpage du dôme et des parois ;
- élimination des boues.

À la limite du périmètre sécurisé, la conduite de Gaz de Cokerie a été purgée, inertée à l'azote et lavée avant mise en place de brides pleines.

Plusieurs constats ont été faits :

- l'évacuation des boues issues de la démolition de l'ancien gazomètre est nécessaire ;
- le stockage de charbon est imprégné de produits peut créer une pollution par lessivage. Il reste également un peu de produits accessibles à évacuer ;
- certaines installations « dégazées » présentent des égouttures importantes de produits, imprégnées dans les installations (bitume sur surface métallique par exemple) ;
- beaucoup de bétons sont imprégnés de produits ;
- le nouveau gazomètre comprenant des boues est toujours en place.

Pour compléter la mise en sécurité et éviter la remobilisation de produits et la création de nouvelles pollutions des actions doivent être menées. Certaines nécessitent la démolition des installations. L'interdiction d'accès est en place ainsi qu'une surveillance.

La mise en sécurité est en cours.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2
Thème(s) : Risques chroniques, consultation sur l'usage futur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p> <p>Constats : L'exploitant a proposé un usage futur de type industriel par courrier du 27 février 2023 à la communauté d'agglomération du Val de Fensch et aux mairies de Sérémange-Erzange et de Florange. Il n'a pas reçu de réponse et plus de 3 mois se sont écoulés. L'exploitant est propriétaire du site. L'usage futur est industriel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet